

La journée du 27 mai

Instituée par la loi du 19 juillet 2013, la Journée nationale de la Résistance a été fixée au 27 mai, jour anniversaire de la mise en place en 1943 autour de Jean Moulin du Conseil national de la Résistance.

Celle-ci est retenue comme symbole de l'unification politique de la Résistance française, car rassemblant huit mouvements de résistance (Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, Organisation civile et militaire, Front national, Libération-Nord), six partis politiques (SFIO, PCF, radicaux-socialistes, démocrates populaires, Alliance démocratique et Fédération républicaine) et deux organisations syndicales (CGT et CFTC).

Le programme d'action du CNR, adopté le 15 mars 1944, a posé les fondations du nouvel ordre républicain mis en œuvre à la Libération, et toujours d'actualité aujourd'hui.

L'Eure, 1940-1944

Touchée par les combats de 1940 (Évreux est ainsi bombardée par les Allemands), l'Eure subit une présence forte des occupants, du fait de la proximité des côtes de la Manche. Elle est également largement mise à contribution par les réquisitions allemandes, renforçant les difficultés de ravitaillement. Les mesures de réquisition de main d'œuvre (« relève », STO) s'ajoutent aux contraintes de l'occupant.

Les résistances

Écouter la radio de Londres, lire les journaux clandestins... ce sont les premiers gestes de résistance. Dès 1940, se constituent, en lien avec la France libre ou les services secrets britanniques, des réseaux dont les buts premiers sont le renseignement et l'aide à l'évasion des aviateurs alliés abattus. Le refus du STO amène à rassembler les réfractaires dans des mouvements et maquis, préparant la lutte armée. Le sabotage d'installations allemandes ou de voies ferrées devient régulier.

La lutte prend une autre dimension au printemps 1944, quand les FFI préparent par des actions armées le débarquement, et se poursuit pendant l'été, malgré les difficultés d'approvisionnement militaire et les exactions des troupes ennemies, acculées. L'action de Robert Leblanc et du maquis Surcouf est reconnue par les généraux alliés comme une contribution essentielle à la bataille de Normandie.

Cette plaquette ne présente que quelques figures de fonctionnaires entrés en Résistance. Elle ne saurait être exhaustive. Quelques pistes bibliographiques permettront d'aller plus loin :

Héros et martyrs de la France au combat (1939-1944) à travers les départements meurtris : l'Eure, 1947.

Archives départementales de l'Eure, « Pour que jamais on n'oublie » : 50^e anniversaire du concours national de la Résistance et de la déportation (1961-2011), 2011.

Marcel Baudot, *L'opinion publique sous l'Occupation : l'exemple d'un département français*, 1960

–, *Libération de la Normandie*, 1974.

–, « Notations autobiographiques », *Cahiers Léopold Delisle*, 1992.

Marc Chantran, *Turma Vengeance en Eure*, 2012.

Etienne Lafond-Masurel, « Michel Arabeyre commissaire de police de Louviers pendant l'occupation », *Connaissance de l'Eure*, 2007.

Julien Papp, *La Résistance dans l'Eure (1940-1944)*, 1988.

A.-V. de Walle, *Évreux et l'Eure pendant la guerre : 1939-1945*, 1946.

Edmond CORNU secrétaire général de la Préfecture



Secrétaire général de la préfecture des Basses-Alpes (Alpes de Haute-Provence) de 1940 à 1941, E. Cornu est nommé secrétaire général de la préfecture de l'Eure en 1942.

Il y implante le NAP (Noyautage des administrations publiques), organisation inventée par André Plaisantin et dirigée par Claude Bourdet avec l'aval de Jean Moulin. Elle a pour but de favoriser le renseignement, d'aider à couvrir les résistants, de fournir des faux papiers, de préparer la prise du pouvoir. Cornu travaille en lien avec

Deschezelle, président du tribunal de Pont-Audemer et **Stamm**, procureur du parquet de Louviers.

Entré en clandestinité après le débarquement, il prend possession avec le commandant *Breteuil* (Marcel Baudot) de la préfecture le 23 août 1944 au nom du gouvernement provisoire, et devient le premier préfet de l'Eure libérée (1944-1946).

Après-guerre il est notamment préfet du Tarn, inspecteur général de l'administration en Algérie, préfet détaché au ministère des travaux publics et des transports.

Michel ARABEYRE commissaire de police de Louviers

Commissaire de police de Louviers depuis juillet 1937, M. Arabeyre est arrêté une première fois en février 1941 pour « détention d'armes », jugé par un conseil de guerre allemand d'Évreux et acquitté sur parole d'honneur en juillet 1941.

De retour à Louviers, malgré la surveillance dont il fait l'objet, il s'efforce d'aider les résistants locaux, notamment en les informant des arrestations à venir, et rejoint le mouvement national *Résistance* en juin 1943.

Arrêté par la Gestapo le 25 janvier 1944, il est mis au secret jusqu'en mars 1944 à Rouen, puis transféré à Compiègne et déporté. Il ne revient pas des camps.

Deux plaques lui rendent hommage, au commissariat de Louviers ainsi qu'au square Albert I^{er}.

Charles RICKARD sous-préfet de Bernay

Né en 1914, Ch. Rickard est au début de la guerre sous-préfet de Saint-Julien en Genevois (Haute-Savoie) puis d'Albertville (Savoie). Il s'y implique en Savoie dans la cache des Juifs poursuivis, suivant l'exemple de son préfet Henri Maillard.

Nommé sous-préfet de Bernay en 1944, il propose ses services à Marcel Baudot et apporte son soutien aux résistants locaux, notamment **Robert Leblanc**, chef du maquis Surcouf, avec lequel il se lie et dont il prendra la défense à la Libération.

Après-guerre il poursuit sa carrière comme préfet du Lot, d'Eure-et-Loir et de Seine-et-Marne notamment. Il est également l'auteur, entre autres ouvrages, de *La Savoie dans la Résistance : Haute-Savoie, Savoie*, 1986.

Des secrétaires de mairie aux ingénieurs...

Par la fourniture de tickets de rationnement et l'établissement de faux papiers, de nombreux secrétaires de mairie (souvent cumulant cette fonction avec une charge d'instituteur) apportent une aide significative aux résistants ou réfractaires au STO passés en clandestinité : à Acquigny, l'instituteur **Robin** et la secrétaire de mairie, Mme **Joffaux** ; au Gros-Theil, **Achille Boutoille**, instituteur et secrétaire de mairie, ; à Montauve, **Jean Viard**, pour n'en nommer que quelques-uns, ou encore **Marie-Madeleine Hamadou**, institutrice et secrétaire de mairie, qui participe également à la chaîne d'évacuation des aviateurs alliés abattus mise en place par Louis Maury et Alphonse Pasco.

À Évreux, plusieurs sièges d'administrations publiques abritent une vie insoupçonnée des occupants. Le service des Eaux-et-Forêts devient le quartier général clandestin de l'ORA (Organisation de la résistance armée) ; des cours (théoriques) de dynamitage y sont dispensés. Le même type d'enseignement est donné dans les sous-sols de la bibliothèque municipale, au Pavillon-Fleuri, dirigée alors par Mme Baudot.



Marcel BAUDOT
archiviste départemental

À sa sortie de l'École des chartes, Marcel Baudot est nommé archiviste du département de l'Eure en 1925. Il y développe l'action de collecte des archives administratives et privées, poursuit un important effort d'inventaire et mène des travaux historiques. Il a la charge de la construction du nouveau bâtiment des Archives départementales, rue de Verdun (1939).



Son activité d'érudit et de fonctionnaire se double dès 1940 d'une vie secrète. Son action commence au sein du réseau *Libération-Nord* sous le nom de *Beaumanoir*. En 1941, il devient chef du réseau de renseignement *Cohors Asturies* pour l'Eure et est en liaison avec **Jean Salnalle**, conservateur du musée de Bernay, et **André Lacroix**, greffier dans cette même ville.

Il procure également une couverture à **André Antoine**, membre du *Front national* puis de *Résistance*, en le faisant nommer « enquêteur de préhistoire » : les relevés de mégalithes cachent ainsi les opérations de renseignement sur les installations allemandes.

En 1943, Baudot est nommé chef militaire de l'Armée secrète pour le département, sous le nom de *Breteil*, puis, en juin 1944, chef des Forces françaises de l'intérieur de l'Eure ; entré alors dans la clandestinité, il coordonne l'action des groupes et maquis du département jusqu'à sa libération.

Marcel Baudot garde ses réflexes d'archiviste pendant cette période, veillant à conserver les traces qui seraient nécessaires à l'historien pour l'étudier. Lui-même contribua à une approche scientifique de ces années noires par plusieurs ouvrages et par ses fonctions de secrétaire de la Commission d'histoire de la Résistance et du Comité d'histoire de la Seconde guerre mondiale.

En 1948 il devient inspecteur général des Archives de France, en 1965 membre du Comité des travaux historiques. Il conserve un lien privilégié avec l'Eure, accueillant à Évreux les participants du premier Congrès international des Archives (1950) ou poursuivant ses recherches sur l'histoire locale. Il décède le 3 janvier 1992 à Paris.

Une plaque posée le 27 mai 2014 aux Archives départementales de l'initiative de la Société libre de l'Eure lui rend hommage.

Louise DAMASSE
enseignante à Vernon

Professeur de dessin à l'école primaire supérieure de Vernon, Louise Damasse anime dès octobre 1940 l'un des premiers réseaux de Résistance du département, le *Réseau*, dont le but est le renseignement, en lien avec les services secrets britanniques.



Il se rattache au réseau *Hector*, dirigé par un officier de l'armée d'armistice, auquel participe également **Henri Plommet**, greffier de paix à Étrepagny, organisateur d'évasion de prisonniers.

Le réseau essaime dans l'Eure, le Calvados, l'Orne. Son action est fortement marquée par une vague d'arrestations fin 1941. Les branches rescapées, dont le groupe de Louise Damasse, s'agrègent alors à l'OCM (Organisation civile et militaire).

Louise Damasse a laissé des dessins de plusieurs figures de la Résistance euroise ; elle est également l'auteur d'un *Journal de guerre*, 1940-1944.

Louis MAURY
enseignant à Évreux



En 1939, Louis Maury est professeur d'histoire-géographie au lycée technique d'Évreux. Démobilisé, de retour dans l'Eure, il se rapproche de B. Lauvray et devient le chef départemental du réseau *Turma-Vengeance*. Il met en place une « toile d'araignée » permettant la prise en charge rapide des aviateurs alliés abattus, leur cache et leur évacuation vers Paris. Il participe

aussi aux actions de renseignement : son réseau fournit ainsi des photographies des rampes de lancement, en construction, des V-1.

Arrêté le 19 mai 1944, il est déporté au camp de Neuengamme ; transféré au port de Lübeck à l'approche des troupes alliées, il échappe miraculeusement aux bombardements et à la noyade. Auteur d'un ouvrage (*Quand la haine élève ses temples*, 1950), il œuvre après-guerre pour la réconciliation avec l'Allemagne, et devient secrétaire général d'un groupe politique au Parlement européen.



Agents publics en Résistance (1940-1944)



27 mai 2014

Journée nationale de la Résistance